CONVENTION D'OBJECTIFS

VILLE DE L'HORME

Entre la ville de L'Horme, représentée par son maire, Monsieur Julien VASSAL, ci-après dénommée « la Ville de L'Horme », dûment autorisé par délibération..... du 12 fév. 2024,

L'Association xxxx, représentée par son président, xxxx, ci-après dénommée « l' Association »,

Article I : Objet de la convention

Dans le cadre de son Projet Educatif de Territoire 2023-2025, la Ville de L'Horme, en collaboration avec la direction des services départementaux de l'éducation nationale de la Loire souhaite mettre à disposition de l'école primaire Marcel Pagnol des intervenants extérieurs afin d'apporter leur concours :

- à l'enseignement de l'éducation physique et sportive, de l'éducation artistique et culturelle, des sciences et des langues vivantes ;
- à la construction des domaines du socle commun de connaissances et de compétences.

L'Association proposera aux élèves de l'école primaire Marcel Pagnol un cycle d'activité de six séances, de 2 (deux) heures maximum chacune, soit un total annuel maximal de 12 heures.

Pour rappel, la mise en place des intervenants d'activités physiques et artistiques au sein de l'école publique a pour ambition de répondre aux grandes orientations nationales qui sont :

- Renforcer la transmission des valeurs de la République,
- Favoriser l'école inclusive : tenir compte de la spécificité de chaque élève pour permettre la réussite de tous
- Appréhender le parcours de l'élève sur les cycles d'apprentissage : l'organisation du module d'enseignement doit ainsi garantir la continuité des apprentissages et la cohérence des enseignements au sein de la classe et de l'école.

Article II : Contribution de la Ville de L'Horme

La contribution apportée par la Ville de L'Horme, pour le développement des actions précitées, s'élève à 32€ pour une heure d'intervention (quel que soit le nombre d'intervenants prévus, frais de déplacement et de préparation éventuels compris), conformément aux termes de la *convention collective nationale des métiers de l'Education, de la Culture, des Loisirs et de l'Animation agissant pour l'utilité sociale et environnementale au service des Territoires (ECLAT)* du 28 juin 1988.

La contribution sera versée annuellement, sous réserve de l'inscription des crédits au budget primitif. Le montant de la contribution pourra être modifié en cas de non-respect des objectifs fixés à la présente convention. Le versement de la contribution sera conditionné à la production d'un rapport d'activité formel présenté à la Ville de L'Horme et à la direction d'école afin de faire le bilan annuel des interventions proposées.

La Ville de L'Horme s'engage à mettre à disposition de l'Association les locaux nécessaires à la pratique de l'activité, qui sont à définir en amont, en collaboration avec la direction d'école.

Article III : Contribution de l'Association

L'Association assure les prestations définies à l'article Ier dans les conditions développées en article IV, en mettant à disposition sur le temps scolaire un ou plusieurs intervenant/s salarié/s ou bénévole/s, possédant les qualifications requises par les lois et règlements en vigueur.

➤ **Pour les activités physiques et sportives**

Sont réputés agréés pour l'activité concernée et dispensés du dépôt de la demande d'agrément pour l'activité concernée :

- Les intervenants titulaires d'une carte professionnelles en cours de validité et les stagiaires détenteurs d'une attestation délivrée par le SDEJS-DSDEN
- Les fonctionnaires agissant dans l'exercice des missions prévues par leur statut particulier.

Les intervenants ne répondant pas à ces critères doivent déposer en amont de toute intervention une demande expresse d'agrément auprès des services dédiés du SDEJS-DSDEN.

➤ **Pour les activités des domaines artistiques, culturels et scientifiques**

Conformément aux dispositions de l'article R911-60 du Code de l'Education, les personnes pouvant apporter leurs concours sous la responsabilité des personnels enseignants doivent justifier de l'exercice d'une activité professionnelle dans le domaine concerné pendant une durée d'au moins trois ans, ou d'un diplôme d'enseignement supérieur et de l'exercice d'une activité professionnelle dans les domaines concernés depuis au moins deux ans, ou d'un diplôme préparant directement à l'intervention en milieu scolaire dans les disciplines artistiques.

Les activités devront être encadrées dans le respect de la réglementation en vigueur du Ministère de la Jeunesse, des Sports et de la Vie associative. Il appartient à l'Association de vérifier la capacité de son bénévole/ses (ou salarié/s) à encadrer. L'Association assumera l'encadrement des usagers sous sa seule responsabilité. Elle veillera notamment à ce que l'encadrement soit assuré par un personnel en nombre suffisant. Pour rappel, le taux minimum d'encadrement spécifique ou renforcé pour les activités d'éducation physique et sportive doit être conforme au texte de la *circulaire interministérielle n°2017-116 du 6-10-2017*.

L'Association s'assurera également de mettre à disposition le matériel nécessaire à la pratique de l'activité par les enfants, sauf si celui-ci est déjà présent dans les locaux communaux. Auquel cas, L'Association s'engage à respecter les bonnes conditions d'utilisation dudit matériel.

Article IV : Modalités d'intervention

Toute intervention est soumise à l'autorisation préalable de la Ville de L'Horme et de la direction d'école. La préparation de l'intervention donne lieu à un échange entre l'enseignant et l'intervenant sollicité, afin d'explicitier les objectifs de la séquence et les modalités de mise en œuvre.

En complément de la présente convention avec la Ville de L'Horme, l'Association devra également être signataire d'une convention spécifique avec les services de la SDJES-DSDEN, afin de garantir l'agrément des intervenants extérieurs au sein des écoles publiques.

Elle également veille à fournir à la Ville de L'Horme en amont des interventions prévues par la présente convention les preuves de la vérification de la qualification et de l'honorabilité des intervenants mis à disposition.

L'Association s'engage à respecter les modalités d'intervention fixées et à adopter une attitude compatible avec le bon fonctionnement du service public de l'éducation.

Toute personne intervenant dans une école pendant le temps scolaire doit respecter les principes fondamentaux du service public d'éducation, en particulier les principes de laïcité et de neutralité, conformément à la *circulaire n°2004-084 du 18 mai 2004 relative à la mise en œuvre de la loi n°2004-228 du 15 mars 2004* encadrant, en application du principe de laïcité, le port de signes ou de tenues manifestant une appartenance religieuse dans les écoles, collèges et lycées publics.

Article V : Responsabilité et conditions de sécurité

L'enseignant assure la responsabilité pédagogique et la mise en œuvre de l'activité de façon permanente durant le temps scolaire. Il est le maître d'œuvre du projet pédagogique et fondé à interrompre toute intervention dérogeant aux modalités fixées.

Si le comportement d'un intervenant perturbe le bon fonctionnement du service public de l'enseignement, s'il est de nature à constituer un trouble à l'ordre public ou s'il est susceptible de constituer un danger pour

la santé ou la sécurité physique ou morale des mineurs, l'autorisation d'intervention est suspendue.

L'intervenant extérieur veille au respect strict des consignes de sécurité et prend toutes les mesures urgentes qui s'imposent dans le cadre de l'organisation générale arrêtée par l'enseignant responsable. L'enseignant de la classe devra s'assurer que les conditions de sécurité sont remplies pour la pratique de l'activité, qu'il peut dans le cas contraire, arrêter à tout moment. En cas d'accident, l'enseignant est également maître des dispositions à prendre concernant les interventions d'urgence.

Article VI : Durée de la convention

La présente convention a une durée d'un an, sans être renouvelable par tacite reconduction.

Si l'Association souhaite poursuivre ses interventions, elle devra répondre de nouveau à la sollicitation du service enfance jeunesse en fin d'année scolaire en proposant un cycle de séances pour l'année à venir. Celui-ci sera examiné/étudié en même temps que les propositions émanant des autres associations L'Hormoises. Ainsi, sous réserve de validation politique, l'Association pourra intervenir à nouveau auprès des élèves de l'école Marcel Pagnol.

La présente convention prendra effet le xxxx, après signature de la présente convention et cessera le xxxx

Articles VII : Résiliations - litige - novation

Résiliation conventionnelle

En cas de non-respect par l'une ou l'autre des parties des engagements inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée sans indemnité à l'expiration d'un délai de trente jours suivant la première présentation d'une lettre motivée, par envoi recommandé avec accusé de réception.

Cette résiliation pourra être notifiée par la Ville de L'Horme sous forme d'injonction de régulariser une situation non conforme au droit ou à la présente convention.

La résiliation par l'une ou l'autre des parties fera l'objet d'une concertation préalable.

Utilisation des équipements mis à disposition.

En cas d'atteinte à l'ordre public ou pour des motifs de sécurité publique interdisant la continuité normale de l'activité, la Ville de L'Horme pourra procéder à la cessation de l'activité et, s'il y a lieu, à la fermeture des locaux, sans préavis ni indemnité, sur arrêté pris par son exécutif.

En outre, cette situation est susceptible d'entraîner la résiliation de plein droit de la présente convention.

Sanctions résolutoires

Toute résiliation de la convention est susceptible d'entraîner le reversement en totalité ou au "prorata temporis" de l'utilisation de la subvention éventuellement mandatée.

Article VIII - Litige

En cas de litige sur l'interprétation ou sur l'application des dispositions de la présente convention les parties engageront une concertation amiable, préalablement à la saisine d'une instance juridictionnelle.

A défaut d'accord amiable, le litige sera soumis au tribunal administratif de Lyon.

Fait à L'HORME, en deux exemplaires,

Pour la collectivité, Mr le Maire Julien VASSAL,	Pour l'association, Mr/Mme le/la Président(e),
---	--

PROJET

PROJET